



Communiqué de presse, le 26 novembre 2024

S'opposer à l'accord avec le Mercosur, et après ?

La non-ratification de cet accord ne suffira pas à apaiser un monde agricole déjà en plein désarroi.

Alors qu'un vote solennel sur le Mercosur a lieu aujourd'hui à l'Assemblée Nationale, la FNH se félicite du consensus politique qui se dessine sur cet accord commercial d'un autre temps. En effet, cet accord est particulièrement problématique car il ne ferait qu'aggraver la concurrence déloyale subie par les agriculteurs européens en facilitant l'importation de denrées produites selon des pratiques interdites au sein de l'UE.

- **Mais nous ne leurrions pas, ce n'est pas la non-ratification de cet accord qui apaisera un monde agricole déjà en plein désarroi.** D'abord parce qu'elle n'empêchera pas totalement les importations depuis cette région, mais aussi parce qu'elle ne suffira pas à résoudre le malaise agricole.

Depuis les mobilisations de janvier, qui ont mis sur le devant de la scène une colère protéiforme des agriculteurs, **les réponses apportées se sont pour la plupart bornées à désigner les normes environnementales comme bouc émissaire** (que ce soit dans les réponses du gouvernement ou dans la proposition de loi du sénateur Duplomb par exemple). **Mais les problématiques d'inégalités de revenus, de mauvais partage de la valeur, de dépendance à des intrants dont les prix augmentent, et d'un manque criant de résilience n'ont évidemment pas été résolues par la mise en pause de la transition agroécologique.** Au contraire !

Après le vote solennel contre la ratification de l'accord d'association avec le Mercosur, dont elle se félicite, la FNH appelle les parlementaires à aller plus loin dans le soutien aux agriculteurs en s'attaquant lors des prochaines échéances législatives (LOA, EGAlim, etc) **aux problèmes structurels** auquel fait face le secteur .

Selon Thomas Uthayakumar, directeur du plaidoyer et des programmes de la FNH :

“Refuser de signer cet accord est une nécessité pour lutter contre la concurrence déloyale, mais cela ne répondra pas entièrement aux problèmes structurels du secteur (inégalités de revenu et insuffisant partage de la valeur)”